

## NOTES DE LECTURE

### **Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?**

**De John URRY**

Par Carole POURCHEZ

Personnalité majeure de la sociologie britannique, tant par ses publications que ses responsabilités institutionnelles, John Urry reste peu connu en France. La traduction (grâce au concours de l'Institut de la Ville en Mouvement) de *Sociology beyond societies*, ouvrage publié en 2000 en Angleterre, permet donc de prolonger le vif débat suscité par ce livre.

L'ambition principale de *Sociologie des mobilités* est précisée par le sous-titre. Il s'agit de transformer les questionnements et les méthodes de la sociologie. L'auteur tente de démontrer que la conception de la société qui a présidé à la naissance de la sociologie est désormais caduque. Pour ce faire, il travaille sur les conditions matérielles de la mobilité et sur les pratiques afférentes, en soulignant les imbrications entre acteurs, systèmes sociotechniques et médias.

Les flux, les réseaux, rendraient obsolète la vision classique des structures sociales et de leur reproduction. A cet égard, Urry propose deux ruptures épistémologiques :

- ne plus penser la société comme un ordre au sein de l'Etat-Nation, mais plutôt comme un chaos et une contingence de complexités enchevêtrées ;
- élargir le champ du social afin d'y intégrer les objets et leurs perceptions ; prendre les images contemporaines comme des faits sociaux.

L'auteur commence par préciser la méthodologie de cette nouvelle sociologie de l'interdépendance des diverses mobilités. Le développement des réseaux et des flux mondiaux mine les structures sociales endogènes. Dès lors, « social » et « société » ne coïncident plus. Le social est représenté

par les diverses mobilités imaginaires ou réelles, virtuelles ou physiques, les transmissions des images et de l'information. La compréhension de ces mobilités et de leurs possibles régulations implique de recourir à diverses métaphores du mouvement, singulièrement celles du réseau et du flux. L'usage de la notion de mobilité privilégie ici les fluidités horizontales et non l'axe vertical de l'ascension sociale étudié par la plupart des travaux sociologiques. Cette approche sort ainsi des disciplines traditionnelles et mêle sociologie, culture et politique.

Sont ensuite passées en revue les multiples notions de société et leur rôle dans la constitution historique du discours sociologique. Si la « société » appelle différentes définitions, toutes la placent au-dessus du niveau des « hommes et des femmes individuels et de leurs familles ». La sociologie n'a pas non plus su traiter ce qui est hors société nationale autrement que comme un environnement non analysable. Cette posture n'est plus pertinente. Il est en effet devenu vain d'analyser les dynamiques sociétales nationales sans considérer les processus mondiaux à l'œuvre, sans frontières exactement posées.

Ces processus planétaires, qui redessinent les contours de l'expérience sociale, posent la question de la formalisation du « mondial ». Si cette dimension existe, ce sont alors des objets « non humains » qui vont constituer les relations sociales, via des machines, des textes, des images, etc. On retrouve là le thème cher à Bruno Latour de capacités d'action dérivant de plus en plus d'interconnexions complexes entre humains et objets, sous toutes leurs formes. Quant aux Etats, face au renouvellement spectaculaire des technologies permettant une mobilité immédiate, face aux flux d'informations réduisant les distances spatiales et temporelles, ils ne peuvent plus être les régulateurs endogènes des peuples. Leur rôle est désormais de faciliter les mobilités et de réagir à leurs conséquences.

Dans ce contexte, John Urry considère que la sociologie, de par son propre « caractère fluide et maillé », est apte à étudier la relative fluidité du monde. De nouvelles règles et méthodes sont dès lors à mettre en place, dont le fondement s'inscrit dans cet axiome : les sociétés ne peuvent être comprises qu'à travers leurs relations à d'autres sociétés ; leurs frontières sont poreuses et mouvantes ; les sociétés ne constituent qu'une couche émergente du social.

Il convient donc pour le sociologue de donner de nouveaux objectifs :

- se focaliser sur le mouvement, la mobilité et l’ordonnement contingent ;
- examiner l’étendue et les effets des mobilités corporelles, imaginées et virtuelles des individus ;
- percevoir l’agir comme ce qui ressort des interférences réciproques entre les objets et les êtres ;
- explorer la portée respective et inégale des différents réseaux et flux qui s’écoulent à l’intérieur des frontières sociétales et à travers elles ;
- décrire les différents sentiments de l’habiter ;
- s’interroger sur le développement d’un niveau émergent du mondial qualifiable d’autoreproducteur.

Les « métaphores » reliées à la notion de société sont ensuite revisitées. A la métaphore de la société comme organisme, la théorie des conflits a substitué une image de la société comme structure sociale. Aujourd’hui, la mondialisation demanderait à juxtaposer à la société Etat-Nation de l’Occident, l’économie et la culture globale de la planète. Dans la lutte qui oppose ces deux espaces, le global l’emporte pour l’auteur, dans la mesure où les comportements sont de plus en plus le fruit d’une culture organisée au niveau de la planète.

La mondialisation doit donc être perçue comme la métaphore de la société, perçue non plus comme espace limité, mais comme espace global ouvert en réseaux et fluides. Les nouvelles machines qui compriment spectaculairement l’espace-temps, les infrastructures littéralement ou symboliquement transfrontalières (câbles à fibres optiques, internet, satellites, etc.) sont au cœur de ces flux. Les réseaux ne sont pas seulement des réseaux sociaux. La maîtrise sociale des technologies de l’information crée une base matérielle constituée en réseaux, qui marque les processus dominants et façonne la structure sociale elle-même, ainsi que le souligne également Manuel Castells. A cet égard, il faudrait pour John Urry dresser une carte des réseaux et différencier les zones denses de celles où les réseaux sont épars ou même vides.

Dans la boîte à outils proposée par Urry, il convient aussi de distinguer les notions de « paysage » et de « flux ». Les paysages sont des réseaux faits de machines, de technologies, d’organisations, de textes et d’acteurs constituant

les divers nœuds interconnectés. Entre certains nœuds de paysages, d'immenses quantités d'informations vont s'écouler ; données financières, économiques, scientifiques, actualités et images, auxquels certains groupes accéderont facilement alors que d'autres en seront exclus. Inégalités nouvelles : les paysages laissent certains territoires de côté et en raccordent d'autres à des « tunnels » riches en informations et en moyens de transport.

L'auteur distingue ensuite les fluides des réseaux. Les fluides sont inégaux, fragmentés, et traversent des régions de plus en plus vite sous des formes imprévisibles. Leurs mouvements sont déterritorialisés et sans objectifs précis. Le pouvoir s'exerce à leurs intersections. Le minitel serait ainsi un réseau, Internet un fluide englobant des milliers de réseaux, d'individus, de machines, de textes et d'images, où des « quasi-sujets et des quasi-objets se mélangent pour former des nouveaux hybrides ».

Selon John Urry, différents flux sont en train de se développer, produisant une sorte de société civile cosmopolite, sans accord sur des objets à contester et sans projets d'avenir à proposer. Cette société hétérogène est capable d'agir à des distances considérables grâce au déploiement inattendu et imprévisible de « paysages » et de « flux globaux ». Les communautés virtuelles transcendent les sociétés nationales et entraînent de nouvelles formes d'apprentissages et de cultures. Les individus peuvent entretenir des rapports ludiques, éphémères, contingents, avec des communautés mobiles, et adoptent de multiples identités de rechange, souvent de façon ironique. L'interactivité virtuelle est ainsi susceptible de générer de nouvelles formes d'habiter. Les objets constituent un élément essentiel de l'agir humain qui s'accomplit à travers la formation de réseaux composés d'humains et de non humains. La division historique entre société et nature devient contestable et il faut aujourd'hui, selon l'auteur, explorer l'existence d'hybrides « naturels-sociaux » qui fondent la nouvelle citoyenneté contemporaine.

Dans le chapitre consacré aux cinq sens humains, les hybrides du photographe, du cartographe, du conducteur de voiture, du téléspectateur..., sont ainsi analysés pour étudier les différentes temporalités associées.

Les sens se combinent entre eux pour produire un environnement d'objets perçus mettant en scène une coopération entre les sens. La vision, prédominante dans la culture occidentale joue aujourd'hui pour l'auteur un rôle majeur dans la désincarnation des relations entre les gens et l'espace comme dans la prolifération d'un temps instantané fondé sur l'apparence.

Numérisé, le sens visuel s'est dissocié de plus en plus de la vie quotidienne, étroitement lié qu'il est au voyage imaginaire et virtuel de la vie sur l'écran. Les autres sens – odorat, ouïe, toucher – demeurent importants pour le sentiment d'appartenance. Ils semblent apporter un sentiment du temps à la fois fragmenté et tourné vers la longue durée.

L'auteur revient ainsi sur les analyses de Castells entre informations et temps dans la société des réseaux : omniprésence des nouvelles technologies, transmission fragmentaires d'informations, organisations en réseaux souples et évolutifs, possibilité de travailler « en temps réel » à l'échelle planétaire. Tout cela génère un temps « atemporel » ou instantané qui échappe par sa vitesse à l'expérience humaine.

Face à ce temps « instantané », John Urry entend préciser ce que l'on peut entendre aujourd'hui par la notion d'habiter, spécialement à la lumière de l'idée « d'appartenir à ». Pour lui, les formes modernes de l'habiter comportent presque toujours des formes de mobilité, et la sociologie doit s'occuper des groupes sociaux entre lesquels il n'y a pas de contacts réguliers, mais où existe néanmoins la possibilité d'éprouver un sentiment de lien et d'appartenance. Il faut penser les lieux en fonction d'un ensemble d'objets et de réseaux et non comme fixés par les seuls sujets et interactions humaines. Les transformations matérielles et culturelles de notre époque ont eu pour effet de désynchroniser localité et communion dans des modes d'habiter beaucoup plus complexes.

Si les individus habitent en même temps chez eux et loin de chez eux, et si le temps instantané transforme les formes d'appartenance et de voyage par un habiter sur plusieurs emplacements, cela n'empêche pas l'existence de racines et d'un temps « glaciaire » extrêmement lourd et lent, déconnecté du temps horloge comme du temps instantané. Il apparaît dans diverses formes de résistance au temps instantané et s'appuie sur le temps de l'histoire et des souvenirs. Les changements n'y interviennent qu'à l'échelle d'une génération, sans être séparés de l'environnement « habité ».

Ces différents rapports au temps, ces flux et ces réseaux, interrogent la notion de citoyenneté nationale. De quels droits disposent les Etats pour réguler les flux mondiaux ? La globalisation sous-entend-elle la notion de droits et de devoirs humains universels ?

Selon l'auteur, les pratiques collectives ne se limitent pas à telle ou telle société, elles relient les diverses mobilités à des notions de citoyenneté nouvelles. Il existe un grand nombre d'organisations sociales, dont le rayon d'action géographique est très variable, qui attribuent divers droits et devoirs à de multiples sortes de citoyens. Auparavant, le concept de société englobait celui de citoyen, redevable de devoirs envers elle mais bénéficiaire de droits. Il se développe aujourd'hui dans le monde une variété considérable de citoyennetés différentes : la citoyenneté culturelle et sociale, celle portant sur les droits et les responsabilités de la terre, celle qui est cosmopolite, celle du consommateur, celle enfin liée à la mobilité qui porte sur les droits de ceux et celles qui visitent d'autres lieux et d'autres cultures. Privilégier le niveau sociétal/national revient pour l'auteur à consacrer une forme de citoyenneté historiquement spécifique. Certains droits et devoirs peuvent exister en fonction de personnes et d'objets situés hors des frontières d'une société donnée et, dans une certaine mesure, hors de toute société. L'ONU, l'UE, l'OCDE indiquent par exemple que l'Etat-Nation n'est pas nécessairement le cadre politique qui convient le mieux aux droits des citoyens. Ce que l'auteur appelle le flux citoyen donne lieu à la reconfiguration des risques, des droits et des devoirs à l'échelle de la planète, qu'il s'agisse des maux environnementaux ou sanitaires, des crises financières, des droits accordés à l'immigration, à l'information, à la libre consommation, etc. Les devoirs qui incombent incluent des responsabilités en matière de connaissance, d'ouverture, de respect, en un mot la volonté d'agir en termes d'intérêt global public. Habermas a déjà souligné le caractère aujourd'hui pluriel de la sphère publique en partie composée de médias de masse. Les images diffusées peuvent relier des expériences locales entre elles et fournir ainsi du « sens » à des phénomènes qui apparaîtraient sinon disparates et sans rapport.

La transformation de la sphère publique en scène publique efface la différence traditionnelle entre privé et public. Autrefois, la citoyenneté liée au public et le consumérisme au privé ont constitué des discours et des pratiques opposés. Aujourd'hui, les domaines se chevauchent et les frontières s'estompent par l'importance accrue de la régulation et de la qualité de service. Le rôle de l'Etat devient celui d'un régulateur qui contrôle et établit les critères communs.

Pour l'auteur, il se peut que les aspects jugés traditionnellement négatifs d'une culture et d'une consommation de masse à l'échelle de la planète soient nécessaires à la réduction des divisions sociales du monde contemporain. Au

regard des caractères spécifiques et hétérogènes de la plupart des sociétés nationales, un degré d'unification au sein « d'une civilisation unique » grâce aux médias de masse pourrait s'avérer paradoxalement nécessaire, compte tenu des particularités de la citoyenneté contemporaine.

En résumé, trois thèses sont au cœur de ce livre :

- la mobilité des personnes est restée à bien des égards inconnue pour la sociologie. Or la prise en compte des mobilités personnelles transforme les métaphores et les concepts sociologiques. Les processus sociaux doivent être repensés en conséquence, pour intégrer la multiplicité des espaces et des temporalités ;

- les notions afférentes à la mobilité peuvent être transférées, métaphoriquement et littéralement, aux autres entités, idées, images, technologies, etc. Dans chaque cas, cette mobilité est le fait d'hybrides humains/non-humains cheminant le long de « paysages » de divers nœuds interconnectés. De tels réseaux comprennent des entités « physiques » et « humaines », dont le pouvoir découle de leurs associations complexes et fluctuantes ;

- ces hybrides mobiles peuvent perturber l'autoreproduction de la « société », et donc de la discipline sociologique qui historiquement a pris le seul cadre sociétal comme référence. Les diverses mobilités ont eu pour effet de fragmenter les nations suite à l'émergence d'économies, d'identités et de citoyennetés locales, régionales, sub-nationales, diasporiques et globales.

L'auteur étudie ensuite ce qui dans cette globalité permet de combiner le chaos et l'ordre. Le caractère itératif des systèmes n'a pas été suffisamment interrogé en sociologie, car le monde social a été considéré comme atemporel, alors que tous les hybrides sociaux et physiques devraient être nécessairement perçus comme historiques. Les récurrences peuvent produire du non-équilibre, de la non-linéarité et, en cas de modifications des paramètres, des bifurcations plus ou moins rapides et imprévisibles. Ni le global ni le local n'existent l'un sans l'autre. Ils se développent à travers un ensemble de relations symbiotiques, irréversibles et instables, où chacun est transformé grâce à des milliards d'itérations qui produisent l'ordre et le chaos propres aux réseaux et aux flux.

En conclusion, Urry insiste sur le rôle, au moins indirect, des mouvements sociaux aux intérêts « émancipatoires » dans les évolutions de la sociologie. Dans cette perspective, il faut, selon lui, poursuivre l'analyse de la base

sociale de la « société civile globale » et de la sociologie des mobilités qui en découle.

Dans cet ouvrage, où l'auteur a montré que ce sont les mobilités plutôt que les sociétés qui devraient figurer au cœur d'une sociologie reconstituée selon de nouvelles règles méthodologiques, une nouvelle représentation sociale de la mondialisation se trouve en jeu. L'approche est originale dans la mesure où John Urry arrive à construire un système ouvert et évolutif en capitalisant les conclusions de disciplines extérieures à la sociologie. Il s'appuie pour ce faire sur sa propre « mobilité intellectuelle », porteuse d'innovations. Ces réflexions, sont aussi louables pour leur désir d'œuvrer largement et de façon manifeste vers « l'intérêt général ».

Cela vaut certainement la peine de réfléchir aux questions posées par l'idée de citoyenneté « globale », de remettre en cause les notions « sociales » trop longtemps estimées acquises dans leurs tenants et aboutissants nationaux, de penser une mise en scène publique des réseaux et des flux, de revenir sur les aspects multiples et variés des limites spatiales et temporelles de nos paysages et de nos appartenances ; tout cela pour mieux comprendre les impacts sociaux des liens et des mobilités entre local et global. Il restera ensuite à voir jusqu'à quel point cela pourra faire école...

John URRY, *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Armand Colin, Collection U Sociologie, 2005.